

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1718

29 juillet 2011

SOMMAIRE

ACSONE SA, succursale de Luxembourg	82464	Primofruits S.à.r.l.	82439
Agence de l'Énergie	82463	Project Integration S.A.	82446
Aire Investments S.à r.l.	82463	Promero	82446
Alberto Grimaldi Productions S.A.	82419	Promonk S.A.	82446
Albion Capital Corporation S.A.	82463	Pulsion S.A.	82447
Alpha Trade Consulting	82464	Quetzal Investments	82447
Alvorada Sàrl	82464	Racing Competitions and Management International S.A.	82447
Aran Hotels S.à r.l.	82464	Real Estate Commercial Europe 2 Partnership, S.e.c.s.	82448
Aria-Groupe	82440	Recem S.A.	82448
Asian and African Assets Corporation S.A. SPF	82422	Red Group S.à r.l.	82447
Barry-Wehmiller Euro Holdings S.à r.l.	82459	Red Water CSC S.A.	82448
Bateman Energies Luxembourg S.à r.l.	82419	Rolo International S.A.	82449
BE Advisers S.à r.l.	82437	R&R Ice Cream S.à r.l.	82447
Beverage Can Company International Ltd	82422	Salon Bianchini S.à r.l.	82458
Bregal Co-Invest S.à r.l.	82418	Schneider & Associés S.A.	82421
CFN (Management) S.à r.l.	82418	Schneider S.A.	82421
Cofidex S.A.	82419	Sheridan SICAV-FIS	82449
Crown Westfalen Investments S.à r.l.	82418	Shinkin Investments S.à r.l.	82448
Gems Progressive Fund	82450	Sisal S.A.	82420
L'Hair du Temps, s.à r.l.	82421	SistemApsys S.à r.l.	82449
Orchard Capital S.à.r.l.	82418	Slate Investments S.à r.l.	82449
Paunsdorf Centre Luxco II S.à r.l.	82459	Smark	82420
Pecharmant S.A.	82437	Snoddons Luxembourg S. à r. l.	82457
Pfizer Atlantic Holdings S.à r.l.	82459	Société Oenologique d'Investissement Vinicole S.A.	82420
PF PRISM Holdings S.à r.l.	82437	Soil-Concept S.A.	82458
PF Prism S.à r.l.	82437	Soil-Concept S.A.	82458
Phone Invest S.A.	82438	Sol Melia Luxembourg S.à r.l.	82458
Plus Equity Gate S.A.	82438	Syberiusconsult S.A.	82420
Ponte Carlo International Soparfi S.A.	82438	Syberiusconsult S.A.	82420
Pranceworth Ventures S.A.	82439	Toiture d'Europe S.A.	82419
Prime Invest I	82439	WB Alcorcon S.à.r.l.	82419
Primofruits S.à.r.l.	82439		

Bregal Co-Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 10.183.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Joëlle BADEN

Notaire

Référence de publication: 2011075318/12.

(110083014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

CFN (Management) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 144.567.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2011.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011075330/12.

(110083658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Orchard Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 135.192.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Joëlle BADEN

Notaire

Référence de publication: 2011075441/12.

(110083022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Crown Westfalen Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.112.735,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 141.516.

—
Extrait des Résolutions des associés du 3 janvier 2011

En date du 3 janvier 2011 les associés de la Société ont décidé de renommer KPMG AUDIT, ayant pour adresse 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, enregistrée auprès le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B103590, en tant que réviseur d'entreprises agréé et ce avec effet rétroactif au 1 janvier 2009 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mai 2011.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2011075327/17.

(110083082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Toiture d'Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 63.806.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011075493/10.

(110083242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

WB Alcorcon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 33, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 125.280.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011075500/10.

(110083532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Alberto Grimaldi Productions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 43.551.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2011075531/11.

(110084639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2011.

Bateman Energies Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 17.620,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.
R.C.S. Luxembourg B 128.149.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2011075559/11.

(110084562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2011.

Cofidex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 92.966.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

COFIDEX S.A.

Référence de publication: 2011075612/11.

(110084238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2011.

Sisal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stumper.

R.C.S. Luxembourg B 117.107.

Je soussigné, Monsieur Jean-Baptiste STOCK, demeurant 47, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, informe avoir démissionné de mon poste d'administrateur de la société SISAL S.A., ayant son siège social à L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stumper (RCS Luxembourg B 117.107), à compter du 4 novembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2011.

Jean-Baptiste STOCK.

Référence de publication: 2011076920/12.

(110085144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.

Smarm, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7594 Beringen, 17, rue des Noyers.

R.C.S. Luxembourg B 146.251.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 29 mai 2011 à 17h30 à Paris

Résolutions:

L'assemblée décide à l'unanimité:

1. Le transfert du siège social de la société au 17, rue des Noyers L-7594 Beringen.

Référence de publication: 2011076922/11.

(110085143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.

Société Oenologique d'Investissement Vinicole S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 71.534.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31.05.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011076924/10.

(110085248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.

Syberiusconsult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 17, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 92.925.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011076925/10.

(110085381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.

Syberiusconsult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 17, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 92.925.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011076926/10.

(110085383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.

Schneider & Associés S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 141, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 110.947.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse

2, Avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2011076915/15.

(110085265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.**Schneider S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1249 Luxembourg, 3-11, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 111.816.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse

2, Avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2011076916/15.

(110085263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.**L'Hair du Temps, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5532 Remich, 11, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 115.339.

Extrait de rassemblée générale extraordinaire des actionnaires du 6 janvier 2011

Il résulte du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la SARL L'HAIR DU TEMPS, tenue le 6 janvier 2011 à 11h à son siège social L-5532 REMICH, 11 rue Enz.

Première résolution

L'assemblée accepte la démission de Monsieur DOS SANTOS Joao Manuel, né le 14/01/1962 à Meimoa (Portugal) de son poste de Gérant Administratif avec effet rétroactif au 1/01/2011.

Deuxième résolution

Monsieur DOS SANTOS Joao Manuel, propriétaire de 30 parts sociales de la société cède lesdites parts sociales pour un euro symbolique à Madame CASTELNUOVO Elvire, déjà propriétaire de 70 parts sociales de la société.

De ce fait, madame CASTELNUOVO Elvire est propriétaire de l'intégralité des parts de la société, soit cent parts sociales.

Signatures.

Référence de publication: 2011077004/19.

(110084479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2011.

Asian and African Assets Corporation S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 67.494.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire et de la réunion du Conseil d'Administration en date du 31 mai 2011, les décisions suivantes ont été prises:

- 1) La démission de Monsieur Horst SCHNEIDER de ses fonctions d'Administrateur-Délégué et d'Administrateur est acceptée.
- 2) Est nommé jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les Comptes Annuels clôturant au 31 décembre 2011:
 - Jean-Marie POOS, demeurant professionnellement 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Administrateur-Délégué

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2011077076/17.

(110085648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2011.

Beverage Can Company International Ltd, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 162.371.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the eleventh day of July.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary public, residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of Beverage Can Company International Ltd, a limited liability company initially incorporated under the laws of the British Virgin Islands, with registered office so far at Vanterpool Plaza, 2nd Floor, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, registered with the Registrar of Corporate Affairs under number 1560436 (the "Company").

The meeting is declared open at 4.00 p.m. with Ms. Isabelle Lentz, attorney-at-law, residing in Luxembourg, acting as chairman (the "Chairman"),

who appoints as secretary Ms. Aline Nassoy, attorney-at-law, residing in Luxembourg.

The meeting elects Mr. Laurent Thailly, lawyer, residing in Luxembourg, as scrutineer.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

(i) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. To ratify the resolutions taken by (i) the shareholders of the Company in British Virgin Islands on 11 July 2011 and (ii) the sole director of the Company in British Virgin Islands on 24 June 2011 and 11 July 2011 (together the "BVI Resolutions") deciding, amongst others:

a) to transfer the registered office and effective place of management of the Company from British Virgin Islands to the Grand Duchy of Luxembourg;

b) to approve the continuance of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg;

c) to approve the interim financial statements of the Company as per 11 July 2011;

d) to accept the resignation of Grosvenor Corporation S.A. as sole director of the Company and appoint Olivier Dorier, Alexis De Montpellier D'Annevoie and Hermann Schommarz as new directors of the Company; and

d) to delegate to any authorized signatory of HPA Lawyers, Palm Chambers, 197 Main Street, Road Town, tortola, VG 1110, British Virgin Islands in British Virgin Islands and/or to any lawyer of Oostvogels Pfister Feyten, Attorneys at Law, with offices at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, all the powers to perform all the formalities and to effect all the deregistrations, registrations and publications respectively in the British Virgin Islands and in the Grand Duchy of Luxembourg for the purpose of the transfer of the registered office and effective place of management to and the continuation of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg.

2. To approve the Company's interim balance sheet as of 11 July 2011;

3. To confirm that all the assets and all the liabilities of the Company previously of British Virgin Islands nationality, without limitation, remain the ownership in their entirety of the Luxembourg Company maintained without disconti-

nance, which will continue to own all the assets and will continue to be bound by all the obligations of the Company previously of British Virgin Islands nationality;

4. To fix the share capital of the Company at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by thirty-one thousand (31,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each;

5. To adopt the form of and to transform the Company to the extent necessary into a Luxembourg public limited liability company and to amend the Company's corporate name into "Beverage Can Company International Ltd";

6. To fully restate the Company's articles of association;

7. To fix the first financial year of the Company following the transfer of the registered office and effective place of management;

8. To fix the registered office of the Company at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg;

9. To fix the number of directors of the Company at three (3), to elect the new directors of the Company and to determine the duration of their mandate;

10. To appoint the statutory auditor of the Company;

11. To delegate to any lawyer of HPA Lawyers, Palm Chambers, 197 Main Street, Road Town, Tortola, VG 1110, British Virgin Islands, British Virgin Islands, and/or to any lawyer of Oostvogels Pfister Feyten, Attorneys at Law, with offices at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, all the powers to perform all the formalities and to effect all the deregistrations, registrations and publications respectively in British Virgin Islands and in the Grand Duchy of Luxembourg for the purpose of the transfer of the registered office and effective place of management to and the continuation of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg; and

12. Miscellaneous.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders, and the number of the shares held by them are shown on an attendance list which, signed by their proxy and by the bureau of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, signed ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

(iii) That it appears from the said attendance list that all the shares representing the total share capital of the Company are represented at the meeting, which consequently is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda of which the shareholders have been duly informed before this meeting.

The Chairman explains the various items of the agenda. In particular, the Chairman sets out that the Company intends to transfer its registered office and its effective place of management from British Virgin Islands to the Grand Duchy of Luxembourg, that (i) resolutions of the sole director were adopted in British Virgin Islands on 24 June 2011 and 11 July 2011 and (ii) resolutions of the members of the Company were adopted on 11 July 2011, during which the transfer has already been unanimously decided and that all formalities in that respect by the laws of British Virgin Islands have been taken in British Virgin Islands. He concludes that the purpose of the meeting is to decide, under Luxembourg law, on the same transfer and to adapt the Company's articles of association to Luxembourg law.

(iv) That a copy of the resolutions taken by the sole director of the Company and the members of the Company stating the resolutions to transfer the registered office and the effective place of management to the Grand Duchy of Luxembourg, as well as approving the interim balance sheet dated 11 July 2011, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

After deliberation, the general meeting of shareholders then adopts each time unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to ratify the BVI Resolutions so that the registered office and effective place of management of the Company is transferred from British Virgin Islands to the Grand Duchy of Luxembourg as of 11 July 2011 and the Company adopts the Luxembourg nationality as of the same day, with corporate continuance.

Second resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to approve the Company's interim balance sheet as of 11 July 2011, confirming that the net asset value of the Company amounts to six million eighteen thousand one hundred sixty-four Euro (EUR 6,018,164.-).

The amount of the net asset value of the Company has been confirmed by a report of the independent auditor Audit Conseil Services S.à r.l. at 283, route d'Arlon, L-8011 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg, which concludes as follows:

"Based on our work and given the market condition and other circumstances prevailing at the date of this report, nothing came to our attention that causes us to believe that the net asset value of the assets and liabilities to be transferred are not at least equal to the value of the shares to be issued in consideration, plus share premium."

The general meeting of shareholders further resolves to allocate from the transferred net asset value thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) to the subscribed share capital of the Company, and the remaining net asset value to the Company's share premium account.

The said report, after having been signed *ne varietur* by all the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with it with the registration authorities.

Third resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to confirm that all the assets and all the liabilities of the Company previously of British Virgin Islands nationality, without limitation, remain the ownership in their entirety of the Luxembourg Company maintained without discontinuance, which will continue to own all the assets and will continue to be bound by all the obligations of the Company previously of British Virgin Islands nationality.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to fix the share capital of the Company at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by thirty-one thousand (31,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

Fifth resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to adopt the form of and to transform the Company to the extent necessary into, a Luxembourg public limited liability company and to amend the Company's corporate name into "Beverage Can Company International Ltd".

Sixth resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to fully restate the Company's articles of association, which shall have the following wording:

"Chapter I. Form, Corporate name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Corporate form. There is hereby established among the subscriber(s) and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a public limited liability company (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company will exist under the name of "Beverage Can Company International Ltd".

Art. 2. Registered office. The Company will have its registered office within the municipality of Schuttrange.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of Schuttrange by a resolution of the Director or, as the case may be, of the Board of Directors.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Director or, as the case may be, the Board of Directors.

In the event that in the view of the Director or, as the case may be, of the Board of Directors extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 3. Corporate object. The object of the Company is the acquisition and holding of interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may provide any financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form. The Company may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may borrow in any kind or form and issue bonds, notes, securities, debentures and certificates.

The Company may also use its funds to invest in real estate and in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes, including, without limitation, render consulting and management advice to any company in which it has or had a participating interest or any other company or partnership.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Chapter II. Share capital

Art. 5. Share capital. The subscribed share capital of the Company is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by thirty-one thousand (31,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

An authorized share capital is set at five million Euro (EUR 5,000,000.-) represented by five million (5,000,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) per share.

The Director or the Board of Directors, as the case may be, is authorised and empowered to:

- realise any increase of the share capital within the limites of the authorised share capital in one or several successive tranches, by the issuance of additional shares (under the conditions provided above), against payment in cash or in kind, by conversion of claims, integration of reserved profits or in any other manner;

- determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of paying-up on the additional shares;

- remove or limit for the existing shareholder(s) a preferential right to subscribe to the additional shares to be issued against payment in cash; and

- determine whether a share premium will be paid on the additional shares to be subscribed and issued and the amount of such share premium.

These authorizations are valid for a period of five (5) years from incorporation, and they may be renewed by a general meeting of shareholders for those shares of the authorized share capital which up to that date will not have been issued by the Director or the Board of Directors, as the case may be.

Following each increase of the share capital, realised and duly stated in the form provided for the law, article 5 will be modified so as to reflect the actual increase. Such modification will be recorded in authentic form by the Director or the Board of Directors, as the case may be, or by any person duly authorised and empowered by it for this purpose.

Art. 6. Shares. The shares will be in the form of registered or in the form of bearer shares, at the option of the shareholder(s).

If the Company issues registered shares, a shareholders' register which may be examined by any shareholder will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof.

Each shareholder will notify to the Company by registered letter its address and any change thereof. The Company will be entitled to rely on the last address thus communicated.

Ownership of a registered share will result from the recordings in the shareholders' register.

In case of registered shares the transfers of shares will be carried out by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s). The transfers of shares may also be carried out in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document showing the consent of the transferor and the transferee.

Certificates reflecting the recordings in the shareholders' register will be delivered to the shareholders.

The Company may issue multiple share certificates.

In case of bearer shares the transfer of shares will be carried out by the mere delivery of the share certificate.

Shares may be held in trust by one or several shareholders.

Art. 7. Increase and Reduction of share capital. The capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the sole shareholder, or as the case may be, of the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation or, as the case may be, by the law for any amendment of these Articles of Incorporation.

The new shares to be subscribed for by a contribution in cash will be offered by preference to the existing shareholder (s) in proportion to the part of the capital which those shareholders are holding. The Director or, as the case may be, the Board of Directors shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty days.

Notwithstanding the above, the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders, voting with the quorum and majority rules required for any amendment of the Articles of Incorporation, may limit or withdraw the preferential subscription right or authorise the Director or, as the case may be, the Board of Directors to do so.

Art. 8. Acquisition of own shares. The Company may acquire its own shares.

The acquisition and holding of its own shares will be in compliance with the conditions and limits established by the law.

Chapter III. Management, Statutory auditors

Art. 9. Directors / Board of directors. In the event the Company is composed of a single shareholder, the latter may appoint only one director (the "Director"). When the Company is composed of several shareholders, it shall be managed

by a board of directors (the “Board of Directors”) composed of at least three members who need not be shareholders (the “Directors”, unless otherwise expressed, reference to Directors include the sole Director that may be appointed by a sole shareholder).

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may decide to appoint one or several Class A Director(s) and one or several Class B Director(s).

The Director(s) shall be appointed by the sole shareholder, or as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine their number, their remuneration, the duration of their mandate for a period not exceeding six years. They will hold office until their successors are elected.

They may be reelected, and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder, or as the case may be, of the general meeting of shareholders.

If a corporate entity is appointed as Director, it shall designate a natural person to exercise its functions and act on the name and behalf of the corporate entity.

In the event of a vacancy on the Board of Directors, if applicable, the remaining Directors may meet and may elect a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Directors shall not disclose, even after the term of their mandate, information on the Company made available to them, the disclosure of which may be detrimental to the Company’s interests, except when such a disclosure is mandatory by law or in public interest.

Art. 10. Meeting of the board of directors. The Board of Directors shall appoint from among its members a chairman (the “Chairman”). It may also appoint a secretary, who need not be a Director and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholder(s).

The Board of Directors will meet upon receiving a written notice for such a meeting from the Chairman. A meeting of the Board of Directors must be convened if any two Directors so require.

The Chairman will preside at all meetings of the Board of Directors, except that in his absence the Board of Directors may appoint another Director as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four hours’ written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the date, time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

The notice may be waived by the consent in writing, by fax or by telegram of each Director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Every Board meeting shall be held at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as the Board of Directors may from time to time determine.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, by fax or by telegram another Director as his proxy.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or the representation of a majority of the Directors holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman has a casting vote.

One or more Directors may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication thus enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting. Such meetings shall be considered equivalent as a meeting held at the registered office of the Company.

In case of urgency, a written decision, signed by all the Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Directors.

Art. 11. Minutes of the meetings of the board of directors. The minutes of any meeting of the Board of Directors will be signed by the all the Directors present at such meeting. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman or by any two members of the Board of Directors.

Art. 12. Powers of the directors. The Director or, as the case may be, the Board of Directors is vested with the broadest powers (except for those powers which are expressly reserved by law to the general meeting of shareholders) to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company’s object. All powers not expressly reserved by law to the sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders are in the competence of the Director or, as the case may be, the Board of Directors.

Art. 13. Delegation of powers. The Director or, as the case may be, the Board of Directors may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more Directors, if applicable, officers, executives, employees or other persons who may but need not be shareholders (the

“Managing Director”), or delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Delegation of daily management is subject to previous authorisation by the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders.

When the Company has a Board of Directors, the delegation of daily management to a member of the Board of Directors entails the obligation for the Board of Directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate.

Art. 14. Conflict of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, other than transactions concluded under normal conditions and falling within the scope of the day-to-day management of the Company, he shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director’s or officer’s interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

However, when the Company is composed of a single shareholder, transactions in which the Director(s) has/have a personal interest shall be recorded in the minutes of the meeting.

Art. 15. Representation of the company. The Company will be bound by the sole signature of any director of the Company or by the single signature of the Managing Director (as defined in Article 13) within the limits of the daily management or by the joint or single signature of any person to whom such signature power shall have been delegated by the Board of Directors.

However if the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders have appointed one or several Class A Directors and one or several Class B Directors, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of one Class A Director and one Class B Director or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Director or, as the case may be, by the Board of Directors, within the limits of such power.

Art. 16. Statutory auditors. The supervision of the operations of the Company is entrusted to one or more auditor (s) who need not be shareholders.

The auditors will be elected by the sole shareholder or as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine the number of such auditors, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. At the end of their term as auditors, they shall be eligible for re-election, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders.

Chapter IV. General meeting of shareholders

Art. 17. Powers of the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

The general meeting of shareholders shall have the broadest powers to adopt and ratify any action relating to the Company. If the Company is composed of one sole shareholder, the latter exercises the powers granted by the law to the general meeting of shareholders. In such case, the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes.

Art. 18. Annual general meeting. The annual general meeting will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as may be specified in the notice convening the meeting on the 30th day of the month of June of each year, at 11.00 a.m.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 19. Other general meetings. The Director or, as the case may be, the Board of Directors may convene other general meetings. Such meetings must be convened if shareholders representing at least one tenth of the Company’s capital so require in writing with an indication of the agenda of the upcoming meeting. If the general meeting is not held within a one month period, it may be convened by an agent designated by the judge presiding the Tribunal d’Arrondissement dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters, upon the request of one or more shareholders representing the ten percent (10%) threshold.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the Director or, as the case may be, the Board of Directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 20. Procedure, Vote. The sole shareholder or, as the case may be, the shareholders will meet upon call by the Director or, as the case may be, the Board of Directors or the auditors made in compliance with the law. The notice sent to the shareholders, in accordance with the law, will specify the time, date and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

Shareholders representing at least one tenth of the Company's capital may request in writing that additional items be indicated on the agenda of any general meeting. Such request shall be addressed to the registered office of the Company by registered letter at least five days before the date on which the general meeting shall be held.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by fax or telegram as his proxy another person who need not be a shareholder.

The Director or, as the case may be, the Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Except as otherwise required by law or by the present Articles of Incorporation, resolutions will be taken by a simple majority of votes irrespective of the number of shares present or represented at the meeting.

The general meeting of shareholders shall not validly deliberate on proposed amendments of the Articles of Incorporation unless at least one half of the capital is represented and resolutions related therewith, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of votes validly cast, exclusive of abstention, shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote and blank and spoiled ballot papers.

One or several shareholders may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication thus enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

One vote is attached to each share.

Copies or extracts of the minutes of the sole shareholder, or as the case may be, of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the sole Director or, in the event the Company is managed by a Board of Directors, by any two members of the Board of Directors.

Chapter V. Financial year, Distribution of profits

Art. 21. Financial year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December in every year. The Director, or as the case may be, the Board of Directors shall prepare annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

Art. 22. Appropriation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The sole shareholder or as the case may be, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholder(s) as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the Director or, as the case may be, the Board of Directors may pay out an advance payment on dividends. The Director or as the case may be, the Board of Directors fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 23. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law. Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

Chapter VII. Applicable law

Art. 24. Applicable law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended."

Seventh resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES that the first financial year of the Company following the transfer of the registered office and effective place of management shall begin on 11 July 2011 and shall terminate on 31 December 2011.

Eighth resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to fix the registered office of the Company at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

Ninth resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to set the number of directors at three (3), and elect the following persons as directors for a period ending at the annual general meeting of shareholders approving the annual accounts 2011:

1. Mr. Olivier Dorier, accountant, born in Saint-Rémy, France, on 25 September 1968, with professional address at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg;

2. Mr. Alexis De Montpellier D'Annevoie, lawyer, born in Namur, Belgium, on 22 March 1979, with professional address at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg;

3. Mr. Hermann Schommarz, accountant, born in Amersfoort, Republic of South Africa, on 20 November 1970, with professional address at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

Tenth resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to appoint Audit Conseil Services S.à r.l., 283, route d'Arlon, L-8011 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg, as statutory auditor of the Company.

Eleventh resolution

The general meeting of shareholders RESOLVES to delegate to any lawyer of HPA Lawyers, Palm Chambers, 197 Main Street, Road Town, Tortola, VG 1110, British Virgin Islands, and/or to any lawyer of Oostvogels Pfister Feyten, Attorneys at Law, with offices at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, all the powers to perform all the formalities and to effect all the deregistrations, registrations and publications respectively in British Virgin Islands and in the Grand Duchy of Luxembourg for the purpose of the transfer of the registered office and effective place of management to and the continuation of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg.

Expenses - Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of this document are estimated at approximately four thousand three hundred euro (€ 4,300.-).

Nothing else being on the agenda, the meeting was thereupon closed at 4.30 p.m.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with us the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le onze juillet.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Beverage Can Company International Ltd, une société anonyme initialement constituée selon les lois des Iles Vierges Britanniques avec son siège social au Vanterpool Plaza, 2nd Floor, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, enregistrée auprès du registre des sociétés sous le numéro 1560436 (la «Société»)

L'assemblée est ouverte à 16h00 sous la présidence de Ms. Isabelle Lentz, avocate, demeurant au Luxembourg (le «Président»),

qui désigne comme secrétaire Ms. Aline Nassoy, avocate, demeurant au Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur M. Laurent Thailly, juriste, demeurant au Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter:

(i) Que la présente assemblée générale extraordinaire a l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Ratification des résolutions prises par (i) les actionnaires de la Société aux Iles Vierges Britanniques en date du 11 juillet 2011 et (ii) de l'administrateur unique de la Société aux Iles Vierges Britanniques en date du 24 juin 2011 et du 11 juillet 2011 (ensemble les «Décisions des BVI»), décidant, entre autres:

a) de transférer le siège social et le siège d'administration effective de la Société des Iles Vierges Britanniques au Grand-Duché de Luxembourg;

- b) d'approuver la continuation de la Société au Grand-Duché de Luxembourg;
- c) d'approuver les comptes intérimaires de la Société au 11 juillet 2011;
- d) d'accepter la démission de Grosvenor Corporation S.A. en tant qu'administrateur unique de la Société et de nommer Olivier Dorier, Alexis De Montpellier D'Annevoie et Hermann Schommarz en tant que nouveaux administrateurs de la Société; et

e) de déléguer à tout signataire autorisé de signer de HPA Lawyers, Palm Chambers, 197 Main Street, Roed Town, Tortola, VG 1110, British Virgin Islands, aux Iles Vierges Britanniques et/ou à tout juriste de Oostvogels Pfister Feyten, Avocats à la Cour, ayant pour adresse 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, tout pouvoir d'effectuer toutes les formalités et faire tous les désenregistrements, enregistrements et publications respectivement au Iles Vierges Britanniques et au Grand-Duché de Luxembourg pour transférer le siège social et le siège d'administration effective et continuer l'existence de la Société au Grand-Duché de Luxembourg.

2. Approbation du bilan intérimaire de la Société au 11 juillet 2011;

3. Confirmation que tout l'actif et le passif de la Société, auparavant de nationalité des Iles Vierges Britanniques, reste sans restriction dans sa totalité la propriété de la Société luxembourgeoise, maintenue sans interruption, qui continuera de posséder tout l'actif et continuera d'être soumise à toutes les obligations de la Société auparavant de nationalité des Iles Vierges Britanniques;

4. Fixation du capital social de la Société à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trente-et-un mille (31.000) actions d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune;

5. Adoption de la forme d'une et transformation dans la mesure nécessaire de la Société en une société anonyme de droit luxembourgeois et changement de la dénomination sociale de la Société en «Beverage Can Company International Ltd»;

6. Refonte complète des statuts de la Société;

7. Fixation du premier exercice social de la Société suite au transfert du siège social et d'administration effective;

8. Fixation du siège social de la Société au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg;

9. Fixation du nombre des administrateurs de la Société à trois (3), nomination des nouveaux administrateurs de la Société et détermination de la durée de leur mandat;

10. Nomination du commissaire aux comptes de la Société;

11. Délégation à tout juriste de HPA Lawyers, Palm Chambers, 197 Main Street, Road Town, Tortola, VG 1110, British Virgin Islands, et/ou tout juriste de Oostvogels Pfister Feyten, Avocats à la Cour, avec adresse au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, de tout pouvoir d'effectuer toutes les formalités et de faire tous les désenregistrements, enregistrements et publications respectivement aux Iles Vierges Britanniques et au Grand-Duché de Luxembourg pour transférer le siège social et le siège d'administration effective et continuer l'existence de la Société au Grand-Duché de Luxembourg; et

12. Divers.

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; qui, après avoir été signée par leur mandataire et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés après avoir été signées ne varientur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront aussi annexées au présent acte.

(iii) Qu'il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées à la présente assemblée qui par conséquent est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les actionnaires ont été dûment informés avant la présente assemblée.

Le Président expose les différents points de l'ordre du jour. En particulier, le Président explique que la Société a l'intention de transférer son siège social et son siège d'administration effective des Iles Vierges Britanniques au Grand-Duché de Luxembourg, que (i) des résolutions de l'administrateur unique ont été prises aux Iles Vierges Britanniques en date du 24 juin 2011 et du 11 juillet 2011 et (ii) des résolutions des actionnaires de la Société ont été adoptées le 11 juillet 2011, pendant lesquelles le transfert a déjà été décidé et que toutes les formalités demandées par les lois des Iles Vierges Britanniques ont été respectées aux Iles Vierges Britanniques. Il conclut que l'objectif de la présente assemblée est de décider, selon les lois de Luxembourg, du même transfert et d'adapter les statuts de la Société à la loi luxembourgeoise.

(iv) Qu'une copie des résolutions prises par l'administrateur unique de la Société et les membres de la Société exposant les résolutions de transférer le siège social et le siège d'administration effective au Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'approuvant le bilan intérimaire en date du 11 juillet 2011, après avoir été signée ne varietur par les mandataires et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte et sera soumise au même moment à la formalité de l'enregistrement.

Puis l'assemblée générale des actionnaires, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de ratifier les Décisions des BVI pour que le siège social et d'administration effective de la Société soit transféré des îles Vierges Britanniques au Grand-Duché de Luxembourg avec effet au 11 juillet 2011 et que la Société adopte la nationalité luxembourgeoise à la même date avec continuation de la Société.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE d'approuver le bilan intérimaire de la Société au 11 juillet 2011, confirmant que l'actif net de la Société est de six millions dix-huit mille cent soixante-quatre euros (EUR 6.018.164,-).

Le montant de l'actif net de la Société a été confirmé par un rapport du réviseur d'entreprises indépendant Audit Conseil Services S.à r.l. au 283, route d'Arlon, L-8011 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg qui conclut comme suit:

«Sur la base de notre revue et suivant les conditions du marché et autres circonstances existantes à la date de ce rapport, rien n'est venu à notre connaissance qui nous fasse supposer que la valeur nette d'actif des actifs et passifs à transférer ne soit pas au moins égale à la valeur des actions à émettre en échange, plus prime d'émission.»

L'assemblée générale des actionnaires décide de plus d'attribuer trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) de la valeur nette d'actif transférée au capital social souscrit de la Société, et de placer le reste de l'actif net dans un compte de prime d'émission de la Société.

Ledit rapport, après avoir été signé ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être enregistré avec celui-ci.

Troisième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de confirmer que tout l'actif et le passif de la Société, auparavant de nationalité des îles Vierges Britanniques, restera sans restriction dans sa totalité la propriété de la Société luxembourgeoise, maintenue sans interruption, qui possédera tout l'actif et continuera d'être soumise à toutes les obligations de la Société auparavant de nationalité des îles Vierges Britanniques.

Quatrième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de fixer le capital social de la Société à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par trente-et-un mille (31.000) actions avec une valeur nominale de un euro (1,-) chacune.

Cinquième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE d'adopter la forme de et de transformer la Société dans la mesure nécessaire en une société anonyme de droit luxembourgeois et de changer la dénomination sociale de la Société en «Beverage Can Company International Ltd».

Sixième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de refondre complètement les statuts de la Société qui auront la teneur suivante:

«Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination sociale, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme. Il est formé par les présentes entre le(s) souscripteur(s) et tous ceux qui pourront devenir propriétaires des actions ci-après créées, une société ayant la forme d'une société anonyme (la «Société») qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société adopte la dénomination «Beverage Can Company International Ltd».

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la commune de Schuttrange.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune de Schuttrange par une décision de l'Administrateur ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, par une décision de l'Administrateur ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration.

Au cas où l'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger, ou que de tels événements sont imminents, il peut transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera une société régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de toute partie intéressée par l'un des organes ou des personnes en charge de la gestion journalière de la Société.

Art. 3. Objet social. L'objet de la Société consiste en la prise de participations et la détention de ces participations dans toute entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, notamment des prêts, garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit. La Société peut gager, transférer, grever ou autrement créer des garanties sur tout ou partie de ses actifs.

La Société peut emprunter sous toute forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations, d'obligations bancaires, titres, certificats d'obligation et certificats.

La Société peut employer ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier et ce, sous quelque forme que ce soit.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, industrielles ou financières qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social, y inclus, sans limitation, de conseiller et rendre services de conseil à toute entreprise dans laquelle elle détient ou a détenu une participation ou toute autre entreprise.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. Capital social

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit de la Société est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trente-et-un mille (31.000) actions d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.

Un capital social autorisé est fixé à cinq millions d'euros (EUR 5.000.000,-), représenté par cinq millions (5.000.000) d'actions d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé et habilité à:

- réaliser toute augmentation de capital social dans les limites du capital social autorisé en une ou plusieurs tranches successives, par l'émission de nouvelles actions (selon les conditions détaillées ci-dessus), contre paiement en espèce ou en nature, par la conversion de créances, intégration de profits réservés ou de toute autre manière;
- déterminer le lieu et la date d'émission des émissions successives, le prix d'émission, les termes et conditions de la souscription et du paiement des nouvelles actions;
- supprimer ou limiter un droit préférentiel de souscription des actionnaires existants pour les nouvelles actions à émettre; et
- déterminer si une prime d'émission sera payée ou non pour les nouvelles actions à souscrire et à émettre et déterminer le montant d'une telle prime d'émission.

Ces autorisations sont valables pour une période finissant la cinquième année à partir de la date de la constitution et elles peuvent être renouvelées par une assemblée générale des actionnaires pour les actions du capital social autorisé qui n'auront pas été émises jusqu'à cette date par le Conseil d'Administration.

Après chaque augmentation de capital social, réalisée et dûment formulée dans les formes prescrites par la loi, l'article 5 sera modifié afin de refléter l'augmentation en question. Cette modification sera documentée par acte authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne dûment autorisée et habilitée à cette fin.

Art. 6. Actions. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix du/des actionnaire(s).

Au cas où la Société émet des actions nominatives, un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société qui pourra être examiné par tout actionnaire. Le registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre d'actions détenues, l'indication du paiement effectué pour les actions ainsi que les transferts d'actions et leur date.

Chaque actionnaire devra notifier à la société par lettre recommandée son adresse et tout changement de celle-ci. La Société sera en droit de se fier à la dernière adresse ainsi communiquée.

La propriété d'une action nominative résultera de l'inscription dans le registre des actionnaires.

Le transfert d'actions s'effectuera par une déclaration de transfert qui sera inscrite dans le registre des actionnaires, daté et signé par le cessionnaire et le cédant ou leurs représentants. Les transferts d'actions pourra aussi être effectués conformément aux règles régissant le transfert des droits fixées dans l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois. De plus la Société pourra accepter et inscrire dans le registre des actionnaires tout transfert visé dans toute correspondance ou autre document qui prouve le consentement du cessionnaire et du cédant.

Des certificats reflétant l'inscription dans le registre des actionnaires seront délivrés à/aux actionnaire(s).

La Société pourra émettre plusieurs certificats d'actions.

Les actions pourront être détenues en trust par un ou plusieurs actionnaire(s).

Art. 7. Augmentation et Réduction du capital. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une décision de l'actionnaire unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée conformément aux règles de quorum et de majorité fixées par ces Statuts ou, le cas échéant, par la loi pour toute modification des Statuts.

Les nouvelles actions à souscrire par un apport en espèce seront offertes de préférence aux actionnaires existants proportionnellement à la part du capital que chacun de ces actionnaires détient. L'Administrateur ou, le cas échéant, le

Conseil d'Administration déterminera la période pendant laquelle le droit de souscription préférentiel devra être exercé. Cette période ne devra pas être inférieure à trente jours.

Nonobstant ce qui précède, l'actionnaire unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des actionnaires, délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour toute modification des Statuts, pourra limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser l'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration à le faire.

Art. 8. Rachat d'actions propres. La Société peut acheter ses propres actions.

L'acquisition et la détention de ses propres actions se feront conformément aux conditions et limites fixées par la loi.

Chapitre III. Administration, Commissaires aux comptes

Art. 9. Administrateurs / Conseil d'administration. Au cas où la Société est composée d'un actionnaire unique, celui-ci peut nommer un seul administrateur (l'"Administrateur"). Lorsque la Société est composée de plusieurs actionnaires, celle-ci devra être gérée par un conseil d'administration (le "Conseil d'Administration") composé de trois membres au moins, actionnaires ou non (les «Administrateurs», sauf mention expresse, désigne les Administrateurs y compris l'Administrateur unique pouvant être nommé par l'actionnaire unique).

L'actionnaire unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des actionnaires, peut décider de nommer un ou plusieurs Administrateur(s) de Classe A et un ou plusieurs Administrateur(s) de Classe B.

Les Administrateur(s) seront nommés par l'actionnaire unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, leur rémunération, la durée de leur mandat pour une durée ne pouvant excéder six (6) ans. Ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment, par une résolution de l'actionnaire unique, ou le cas échéant, de l'assemblée générale des actionnaires, avec ou sans motif.

Si une personne morale est nommée en tant qu'Administrateur, celle-ci devra désigner une personne physique pour en exercer les fonctions et agir au nom et pour le compte de la personne morale.

En cas de vacance au sein du Conseil d'Administration, les Administrateurs restant pourront se réunir et élire un administrateur pour combler cette vacance jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Les Administrateurs ne pourront révéler, même après le terme de leur mandat, d'information relative à la Société dont la révélation pourrait se faire au détriment des intérêts de la Société, sauf si cette révélation est rendue obligatoire par la loi ou est d'intérêt public.

Art. 10. Réunion du conseil d'administration. Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président (le "Président"). Il pourra également choisir un secrétaire, qui ne devra pas nécessairement être un Administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des assemblées des actionnaires.

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation écrite du Président. Une réunion du Conseil d'Administration doit être convoquée si deux Administrateurs le demandent.

Le Président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence, le Conseil d'Administration pourra désigner tout autre Administrateur en tant que président pro tempore par un vote à la majorité des personnes présentes ou représentées lors de l'assemblée.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux pouvant assister à cette réunion, avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion et contiendra l'ordre du jour ainsi que la nature des affaires qui y seront décidées.

Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment écrit, par télécopieur ou par télégramme, de chaque Administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans un ordre du jour préalablement adopté par une résolution du Conseil d'Administration.

Toute réunion du Conseil d'Administration se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg que le Conseil d'Administration peut déterminer, le cas échéant.

Tout Administrateur pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par écrit, fax ou télégramme, un autre Administrateur comme son mandataire.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la moitié des Administrateurs est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des Administrateur présents ou représentés lors de la réunion. Le président dispose d'une voix prépondérante.

Un ou plusieurs Administrateurs peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalant à une présence physique à la réunion. De telles réunions seront réputées équivalentes à une réunion tenue au siège social de la Société.

En cas d'urgence, une décision écrite, signée par tous les Administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Administrateurs.

Art. 11. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil d'Administration seront signés par le président de la réunion. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président ou par deux membres du Conseil d'Administration.

Art. 12. Pouvoirs des administrateurs. L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société (à l'exception de ceux qui sont expressément conférés par la loi à l'assemblée générale des actionnaires). Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'actionnaire unique, ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des actionnaires par la loi sont de la compétence de l'Administrateur ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration.

Art. 13. Délégation de pouvoirs. L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société relative à cette gestion journalière à un ou, le cas échéant, plusieurs Administrateurs, directeurs, fondés de pouvoir, employés ou autres agents qui ne devront pas nécessairement être actionnaires (l'«Administrateur Délégué»), déléguer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou confier des fonctions permanentes ou temporaires déterminées à des personnes ou agents de son choix.

La délégation de la gestion journalière est sujette à l'autorisation préalable de l'actionnaire unique ou le cas échéant, l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque la Société comporte un Conseil d'Administration, la délégation de la gestion journalière à un membre du Conseil d'Administration impose l'obligation pour le Conseil d'Administration de rapporter chaque année lors de l'assemblée générale ordinaire les salaires, rétributions et autres avantages octroyés au délégué.

Art. 14. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ou firme ne sera affecté ou rendu caduc du fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société aient un intérêt personnel dans cette société ou firme, ou en soient administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé. Sauf disposition contraire ci-dessous, un Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires ne sera pas, en raison de l'appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de délibérer et de voter ou d'agir au sujet de toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société a un intérêt personnel dans une opération de la Société, autre qu'une opération conclue dans des conditions normales et tombant dans le domaine de la gestion journalière de la Société, il en avisera le Conseil d'Administration et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération, ainsi que l'intérêt personnel de l'Administrateur ou du fondé de pouvoir, seront portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Cependant, lorsque la Société est composée d'un actionnaire unique, les transactions dans lesquelles un/plusieurs Administrateur(s) a/ont un intérêt personnel devront être inscrites au procès-verbal de l'assemblée.

Art. 15. Représentation de la société. La Société sera engagée par la seule signature de chaque administrateur de la Société ou par la seule signature de l'Administrateur Délégué (tel que défini dans l'Article 13) dans les limites de la gestion journalière ou par la signature seule ou conjointe de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles un tel pouvoir de signature a été délégué par le Conseil d'Administration.

Toutefois, si l'actionnaire unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des actionnaires a nommé un ou plusieurs Administrateurs de Catégorie A et un ou plusieurs Administrateurs de Catégorie B, la Société sera engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe d'un Administrateur de Catégorie A et d'un Administrateur de Catégorie B, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par l'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 16. Commissaires aux comptes. Les opérations de la Société sont supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non.

Les commissaires aux comptes seront nommés par l'actionnaire unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne pourra dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles au terme de leurs mandats mais peuvent être révoqués à tout moment avec ou sans motif par une décision de l'actionnaire unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des actionnaires.

Chapitre IV. Assemblées générales des actionnaires

Art. 17. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires aura les pouvoirs les plus larges pour adopter et ratifier toute action se rapportant à la Société. Si la Société est composée d'un actionnaire unique, ce dernier exerce les pouvoirs conférés par la

loi à l'assemblée générale des actionnaires. Dans ce cas, les résolutions de l'actionnaire unique seront inscrites au procès-verbal.

Art. 18. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle se tiendra au siège social de la Société ou à un autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg indiqué dans les convocations le trente juin de chaque année, à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 19. Autres assemblées générales. L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration peut convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un dixième du capital social le demandent par écrit avec l'indication de l'ordre du jour de la prochaine réunion. Si l'assemblée générale n'est pas tenue endéans un mois, elle peut être convoquée par un agent désigné par le magistrat président le Tribunal d'Arrondissement compétent pour les affaires commerciales et statuant en cas d'urgence, sur requête d'un ou plusieurs actionnaires représentant le seuil de dix pourcent (10%).

Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure, qui seront appréciées souverainement par l'Administrateur ou, le cas échéant par, le Conseil d'Administration.

Art. 20. Procédure, Vote. L'actionnaire unique ou, le cas échéant, les actionnaires se réuniront sur convocation de l'Administrateur ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration ou du (des) commissaire(s) aux comptes, conformément aux conditions fixées par la loi. La convocation adressée aux actionnaires, conformément à la loi, contiendra le lieu et la date et l'heure de la réunion, ainsi que l'ordre du jour de l'assemblée générale et la nature des affaires devant être décidées.

Les actionnaires représentant au moins dix pourcent du capital social de la Société peuvent demander par écrit que des points supplémentaires soient ajoutés à l'ordre du jour de toute assemblée générale. Une telle demande devra être adressée au siège social de la Société par lettre recommandée au moins cinq jours avant la tenue de l'assemblée générale.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée générale des actionnaires et déclarent avoir pris connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée générale, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des actionnaires en désignant par écrit, par télécopieur ou par télégramme, un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration peut arrêter toute autre condition à remplir pour prendre part aux assemblées générales des actionnaires.

Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, les décisions seront prises à la majorité simple des votes, quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées à l'assemblée.

L'assemblée générale des actionnaires ne pourra délibérer valablement sur des propositions de modification des Statuts que si au moins la moitié du capital social est représentée, et si les résolutions qui s'y rapportent sont adoptées par au moins deux tiers des votes valablement exprimés, en excluant l'abstention, les actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ainsi que les votes blancs et les bulletins de vote abîmés.

Un ou plusieurs actionnaires peuvent participer à une assemblée générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à plusieurs personnes de communiquer simultanément. Une telle participation sera réputée être équivalente à une présence physique à la réunion.

Chaque action donne droit à une voix.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'actionnaire unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des actionnaires à produire en justice ou ailleurs seront signés par l'Administrateur, ou au cas où la Société est gérée par un Conseil d'Administration, par deux membres du Conseil d'Administration.

Chapitre V. Exercice social, Répartition des bénéfices

Art. 21. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année. L'Administrateur ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration préparera les comptes annuels conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise et aux pratiques comptables.

Art. 22. Affectation des bénéfices. Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) seront affectés à la constitution d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire dès que et aussi longtemps que la réserve légale représente dix pour cent (10%) du capital souscrit de la Société.

L'actionnaire unique, ou l'assemblée générale des actionnaires décidera de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Il/Elle peut décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter sur l'exercice suivant ou de le distribuer aux actionnaires sous la forme de dividendes.

Conformément aux conditions fixées par la loi, l'Administrateur, ou le cas échéant, le Conseil d'Administration, peut verser un acompte sur dividendes. L'Administrateur, ou le cas échéant, le Conseil d'Administration détermine le montant et la date du versement de tout acompte sur dividendes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 23. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'actionnaire unique ou, le cas échéant l'assemblée générale des actionnaires votant d'après les mêmes règles de quorum et de majorité que pour les modifications statutaires, sauf dispositions différente prévue par la loi. En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs nommés par l'actionnaire unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 24. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.».

Septième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE que le premier exercice social de la Société commencera le 11 juillet 2011 et se terminera au 31 décembre 2011.

Huitième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de fixer le siège social de la Société au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Neuvième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de fixer le nombre des administrateurs de la Société à trois (3) et nommer les personnes suivantes administrateurs de la Société pour une période finissant lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires approuvant les comptes annuels de 2011:

1. M. Olivier Dorier, comptable, né le 25 septembre 1968 à Saint-Rémy, France, résidant professionnellement au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg;

2. M. Alexis De Montpellier D'Annevoie, juriste, né le 22 mars 1979 à Namur, Belgique, résidant professionnellement au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg;

3. M. Hermann Schommarz, comptable, né le 20 novembre 1970 à Amersfoort, République d'Afrique du Sud, résidant professionnellement au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Dixième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de nommer Audit Conseil Services S.à r.l., 283, route d'Arlon, L-8011 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que commissaire aux comptes de la Société.

Onzième résolution

L'assemblée générale des actionnaires DECIDE de déléguer à tout juriste de HPA Lawyers, Palm Chambers, 197 Main Street, Road Town, Tortola, VG 1110, British Virgin Islands, et/ou tout juriste de Oostvogels Pfister Feyten, Avocats à la Cour, avec adresse au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, tout pouvoir d'effectuer toutes les formalités et de faire tous les désenregistrements, enregistrements et publications respectivement aux Iles Vierges Britanniques et au Grand-Duché de Luxembourg pour transférer le siège social et le siège d'administration effective et continuer l'existence de la Société au Grand-Duché de Luxembourg.

Frais - Estimation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges qui pourraient incomber à la Société à la suite du présent acte, sont estimés approximativement à quatre mille trois cents euros (€ 4.300,-).

Rien de plus n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée générale des actionnaires est clôturée à 16h30.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes, qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Le présent acte notarié a été rédigé à Esch-sur-Alzette, à la date mentionnée au début du présent document.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Lentz, Nassoy, Thailly, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21 juillet 2011 Relation: EAC/2011/9811 Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): T. Thoma.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011105206/802.

(110120164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2011.

BE Advisers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 157.044.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mai 2011.

Référence de publication: 2011077086/11.

(110085641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2011.

Pecharmant S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 34.308.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 7 juin 2011

La démission de Monsieur Mohammed KARA de son poste d'administrateur de la société est acceptée.

Monsieur Louis VEGAS-PIERONI, expert-comptable, 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur de la société. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Pour extrait sincère et conforme

PECHARMANT S.A.

Régis DONATI

Administrateur

Référence de publication: 2011080935/16.

(110089797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

PF PRISM Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 158.348.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision du conseil de gérance de la Société en date du 31 mai 2011: que;

- Monsieur Christophe Plantegenet, résidant au 51, avenue JF Kennedy, L-1851 Luxembourg, est nommé en tant que directeur chargé de la gestion journalière de la Société. Il pourra valider par sa seule signature et sans aucune limitation tout sujet concernant les ressources humaines et il pourra individuellement encourir des dépenses ou des emprunts jusqu'à un montant maximum de 10,000 USD en ce qui concerne tout autre sujet.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 juin 2011.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011080936/17.

(110090334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

PF Prism S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 158.347.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision du conseil de gérance de la Société en date du 31 mai 2011: que;

- Monsieur Christophe Plantegenet, résidant au 51, avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, est nommé en tant que directeur chargé de la gestion journalière de la Société. Il pourra valider par sa seule signature et sans aucune limitation tout sujet concernant les ressources humaines et il pourra individuellement encourir des dépenses ou des emprunts jusqu'à un montant maximum de 10,000 USD en ce qui concerne tout autre sujet.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 juin 2011.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011080937/17.

(110090333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Phone Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 58.537.

—
Les comptes au 31.12.2009 de la société PHONE INVEST S.A. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2011.

REVILUX S.A.

Signature

Référence de publication: 2011080938/13.

(110090391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Plus Equity Gate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 102.273.

—
EXTRAIT

La Société prend acte que le siège social de Réviconsult S.à r.l., commissaire de la Société, a été transféré du 16, rue Jean l'Aveugle L-1148 Luxembourg au 12, me Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg, et ce avec effet au 25 février 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 9 juin 2011.

Référence de publication: 2011080939/14.

(110089827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Ponte Carlo International Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 69.857.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social en date du 03 juin 2011

La démission de Monsieur Mohammed KARA de son poste d'administrateur de la société est acceptée.

Monsieur Régis DONATI, expert-comptable, né le 19.12.1965 à BRIEY (France), demeurant professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur de la société. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2012.

Pour extrait sincère et conforme

PONTE CARLO INTERNATIONAL SOPARFI S.A.

Georges DIEDERICH

Administrateur

Référence de publication: 2011080940/16.

(110089796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Pranceworth Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 102.309.

EXTRAIT

La Société prend acte que le siège social de Réviconsult S.à r.l., commissaire de la Société, a été transféré du 16, rue Jean l'Aveugle L-1148 Luxembourg au 12, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg, et ce avec effet au 25 février 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 9 juin 2011.

Référence de publication: 2011080942/14.

(110089828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Prime Invest I, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 53.202.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011080943/9.

(110089953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Primofruits S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9125 Schieren, 61, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 103.313.

RECTIFICATIF

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 faisant l'objet du rectificatif ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés le 11/01/2011 sous la référence L110004988

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juin 2011.

Référence de publication: 2011080944/14.

(110089764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Primofruits S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9125 Schieren, 61, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 103.313.

RECTIFICATIF

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 faisant l'objet du rectificatif ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés le 12/05/2011 sous la référence L110073334

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juin 2011.

Référence de publication: 2011080945/14.

(110089765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Aria-Groupe, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 161.191.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the tenth of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

- Actoria Consulting Limited, with registered office at Diagorou 4, Kermia Building, 6th floor, Flat/Office 601, P.C. 1097, Nicosia, Cyprus;

here represented by Mr Didier Drouilly, by virtue of a proxy given under private seal on May 10, 2011

- Parseliar Limited, with registered office AT Diagorou 4, Kermia Building, 6th floor, Flat/Office 601, P.C. 1097, Nicosia, Cyprus

here represented by Mr Jacques BROCHARD, by virtue of a proxy given under private seal on May 10, 2011

- Strategy Market Alternative Business Ltd, with registered office at 48 Chortun Street, 4a Arundel Court, SW1V2L 5 London, here duly represented by its director, Mr Didier Drouilly, prenamed.

Said proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing parties and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated.

Art. 1. Form. There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies (the Companies Act 1915), as well as by the present articles (hereafter the Company).

Art. 2. Corporate object. The purpose for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, the administration, the management, the control and the development of these participating interests.

It may more specifically use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise for the acquisition by way of investment, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever of securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies, in which it has a participating interests, any support, loans, advances or guarantees.

The company may take any action to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are able to promote their development or extension.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Company will have the name of "ARIA-GROUPE".

Art. 5. Registered office. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro), represented by 1,000 (one thousand) shares having a nominal value of EUR 12.50 (twelve Euro fifty Cents) per share each.

Art. 7. Amendments to the share capital. The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the meeting of the shareholders, in accordance with article 14 of these articles of association.

Art. 8. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Indivisible shares. The Company's shares are indivisible vis-à-vis the Company, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. Transfer of Shares. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in accordance with the requirements of article 189 of the Companies Act 1915.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders will not bring the Company to an end.

Art. 12. Management. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers composed of 3 managers of class A and 2 managers of class B managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by the general meeting of the shareholders, by a decision adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each meeting of the board of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the meeting of the board.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or these articles of association to the general meeting of the shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers of class A and one manager of class B. The board of managers may elect among its members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers.

The general meeting of the shareholders or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, may sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The general meeting of the shareholders or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, written notices of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or e-mail, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or e-mail another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case it shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 13. Liability of the manager(s). The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his or their positions, no personal liability in relation to any commitment validly made by him or them in the name and on behalf of the Company.

Art. 14. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The single shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Companies Act 1915.

Art. 15. Financial year. The Company's year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 16. Financial statements. Each year, with reference to 31 December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. Appropriation of profits, reserves. Gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, may decide to pay interim dividends.

Art. 18. Liquidation. At the time of winding up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act 1915, for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Shareholders	Subscribed capital	Paid-in shares
Actoria Consulting LTD	EUR 4,687,50	375
Parseliar Ltd	EUR 4,687.50.	375
Strategy Market Alternative Business Ltd	EUR 3,125	250
Total	EUR 12,500	1,000

All 1,000 (one thousand) shares have been subscribed and fully paid-up through contribution in cash by the Shareholder, so that the sum of EUR12,500 (twelve thousand and five hundred euro) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2011.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated to be approximately evaluated at EUR 1,400.

Resolutions of the Shareholders

Immediately after the incorporation, the Shareholders representing the entire subscribed capital of the Company have herewith adopted the following resolutions:

1. the number of managers is set at 5 (five);
2. the following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period of time:

Class A managers

- Mr Didier René Drouilly, born on 26/02/1961 in Borbigny, France, residing at 13, rue du Docteur Graverly, F-77100 Meaux;

- Mr Jacques Yves Lucien Brochard, nborn on 17/03/1944 in Paris 1^{er}, France, residing at 108, Boulevard de la Reine, F-78000 Versailles,

- Mr Serge Alain François Ribes, born on 02/12/1953 in Flavin, France, residing at 18, rue Victor Hugo, F-77810 Thomery;

Class B managers

- Mr Gabriel El Rhilani, born on 20/02/1982 in Liège, Belgique, residing professionally at 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

- Mr Paulo Da Costa, born on 24/04/1981 in Luxembourg, residing professionally at 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

3. the registered office of the Company is established at L-2449 Luxembourg, 25B, Boulevard Royal.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the French version shall be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

In witness whereof We, the undersigned notary, have set our hand and seal on the date and year first here above mentioned.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, the proxy holder of the appearing parties signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil onze, le dix mai.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

- Actoria Consulting Limited, avec siège social au Diagorou 4, Kermia Building, 6th floor, Flat/Office 601, P.C. 1097, Nicosia, Cyprus;

Ici représentée par Mr Didier Drouilly, en vertu d'une procuration donnée le 10 mai 2011,

- Parseliar Limited, avec siège social au Diagorou 4, Kermia Building, 6th floor, Flat/Office 601, P.C. 1097, Nicosia, Cyprus

Ici représentée par Mr Jacques BROCHARD, en vertu d'une procuration donnée le 10 mai 2011,

- Strategy Market Alternative Business Ltd, avec siège social au 48 Chortun Street, 4a Arundel Court, SW1V2L 5 London, ici valablement représentée par un gérant, Mr Didier Drouilly, prénommé.

Lesquelles procurations, après signature ne varietur par les mandataires des parties comparantes et le notaire sous-signé, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, aux termes de la capacité avec laquelle elles agissent, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

Art. 1^{er}. Forme. Il existe une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés de 1915), ainsi que par les présents statuts (ci-après, la Société).

Art. 2. Objet social. La société a pour objet la prise d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Nom. La Société prendra la dénomination de "ARIA-GROUPE".

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg sur décision prise lors d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré dans la commune de Luxembourg sur décision du conseil de gérance de la Société.

La Société peut ouvrir des succursales dans tous autres lieux du Grand-Duché ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 12.500 (douze mille cinq cents Euros) représenté par 1.000 (mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 12,50 (douze Euros cinquante Cents) chacune.

Art. 7. Modifications du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié sur décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée des associés, conformément à l'article 14 des présents statuts.

Art. 8. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Transfert de parts sociales. Toute cession des parts sociales détenues par l'associé unique est libre.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales doivent être cédées conformément aux conditions posées l'article 189 de la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 11. Décès, Interdiction, Faillite ou Déconfiture des associés. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou, le cas échéant, d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance composé de 3 gérants de classe A et 2 gérants de classe B. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés sur décision adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par décision prise à la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social de la Société et sous réserve du respect des stipulations du présent article 12.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés ressortissent à la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, à la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants de classe A et d'un gérant de classe B. Le conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par la seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du conseil de gérance.

L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (le cas échéant), la durée de la période de représentation et toutes autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut valablement délibérer ou agir seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, courrier électronique ou télécopie, au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf cas d'urgence. Il pourra être passé outre cette convocation si tous les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise dès lors que l'heure et l'endroit, auxquels doit se tenir une réunion du conseil de gérance, auront été déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance. Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, courrier électronique ou télécopie, un autre gérant comme son mandataire. Les gérants peuvent également transmettre leurs votes par téléphone et les confirmer ensuite par écrit. Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, courrier électronique ou télécopie, un autre gérant comme son mandataire. Les gérants peuvent également transmettre leurs votes par téléphone et les confirmer ensuite par écrit. La participation par un gérant à une réunion du conseil de gérance par le biais d'une conférence téléphonique, vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires mentionnés ci-dessus équivalra à une participation en personne à une telle réunion du conseil de gérance, et sera considérée comme ayant été tenue au siège de la société.

Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer et agir que si la majorité au moins de ses membres est présente ou représentée au conseil de gérance. Nonobstant les stipulations qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle résolution circulaire sera la date de la dernière signature."

Art. 13. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Droits de vote des associés, quorum et majorité. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que sur décision prise à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 15. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Comptes annuels. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Art. 17. Distribution des bénéfices, réserve. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 18. Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la Loi sur les Sociétés de 1915.

Souscription et Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Associés	Capital souscrit et libéré	Nombre de parts
Actoria Consulting LTD	EUR 4.687,50	375
Parseliar Ltd	EUR 4.687,50.	375
Strategy Market Alternative Business Ltd	EUR 3.125	250
Total	EUR 12.500	1.000

Toutes les 1.000 (mille) parts sociales ont été souscrites et entièrement libérées par apport en espèces par les susdits associés, de sorte que la somme de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2011.

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à un montant de 1.400,-.

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. le nombre de gérants est fixé à 5 (cinq);
2. les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Gérants de classe A:

- Monsieur Didier René Drouilly, né le 26/02/1961 à Borbigny, France, avec adresse personnelle au 13, rue du Docteur Graverry, F-77100 Meaux;
- Monsieur Jacques Yves Lucien Brochard, né le 17/03/1944 à Paris 1^{er}, France, avec adresse personnelle au 108, Boulevard de la Reine, F-78000 Versailles,
- Monsieur Serge Alain François Ribes, né le 02/12/1953 à Flavin, France, avec adresse personnelle au 18, rue Victor Hugo, F-77810 Thomery;

Gérants de classe B:

- Monsieur Gabriel El Rhilani, né le 20/02/1982 à Liège, Belgique, demeurant professionnellement au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

- Monsieur Paulo Da Costa, né le 24/04/1981 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

3. le siège social de la Société est établi à L-2449 Luxembourg, 25B, Boulevard Royal.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte français fera foi.

En foi de quoi Nous, notaire soussigné, avons apposé notre signature et sceau le jour de l'année indiquée ci-dessus.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. Brochard, D. Drouilly et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 20 mai 2011. LAC/2011/23233. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.

Référence de publication: 2011077074/336.

(110085639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2011.

Project Integration S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 152.144.

—
EXTRAIT

La Société prend acte que le siège social de Réviconsult S.à r.l., commissaire de la Société, a été transféré du 16, rue Jean l'Aveugle L-1148 Luxembourg au 12, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg, et ce avec effet au 25 février 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 9 juin 2011.

Référence de publication: 2011080946/14.

(110089826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Promero, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 82.956.

Les comptes annuels au 31. Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011080947/11.

(110090521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Promonk S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4440 Soleuvre, 125, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 148.578.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 10 juin 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011080948/10.

(110089989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Pulsion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 3, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 21.269.

—
Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011080949/9.

(110090311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Quetzal Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 97.308.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour QUETZAL INVESTMENTS

Société à responsabilité limitée

United International Management S.A.

Référence de publication: 2011080950/12.

(110090291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Red Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 127.567.

—
Le siège de la société Red Group S.à r.l., numéro RCS B 127 567, avec adresse au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, a été dénoncé avec effet au 25 mai 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juin 2011.

Deloitte S.A.

Signature

Référence de publication: 2011080953/12.

(110090383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

RCM International S.A., Racing Competitions and Management International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, Coin des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 80.605.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011080955/10.

(110089951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

R&R Ice Cream S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 153.019.

—
Extrait des résolutions du conseil de gérance de la Société prises le 07 juin 2011

Le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société du 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg au 26A, boulevard Royal Luxembourg avec effet au 1^{er} juin 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

R&R Ice Cream S.à.r.l.
Szymon DEC
Manager

Référence de publication: 2011080952/14.

(110090437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Real Estate Commercial Europe 2 Partnership, S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 1.000,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 118.010.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Real Estate Commercial Europe 2 Partnership, S.e.c.s.
Un mandataire*

Référence de publication: 2011080957/12.

(110090489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Shinkin Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 142.391.

Extrait des résolutions du conseil de gérance de la Société prises le 07 juin 2011

Le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société du 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg au 26A, boulevard Royal L-2449 Luxembourg avec effet au 1^{er} juin 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Shinkin Investments Sàrl
Szymon DEC
Manager

Référence de publication: 2011080963/14.

(110090470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Recem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 45.044.

Le bilan au 31 DECEMBRE 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011080958/10.

(110089772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Red Water CSC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, Coin des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 139.731.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011080959/10.

(110090127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Rolo International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 74.847.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 mai 2011. Signatures.

Référence de publication: 2011080961/10.

(110090249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Sheridan SICAV-FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 144.680.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale des Actionnaires de la société tenue le 21 Juillet 2010

L'Assemblée, décide de nommer:

- Monsieur Stéphane Weyders, né le 2 janvier 1972 à Arlon (Belgique), résidant professionnellement au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, au poste d'administrateur de la société avec effet immédiat pour une période venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle devant se tenir en 2011,

- Monsieur Günter Graw, né le 17 juillet 1962 à Nordhorn (Allemagne), résidant professionnellement au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, au poste d'administrateur de la société avec effet immédiat pour une période venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle devant se tenir en 2011,

- Mademoiselle Nicole Campbell, né le 25 mars 1972 à Mülheim an der Ruhr (Allemagne), résidant professionnellement au 168, St Christopher Street, Valletta, VLT 1467 Malte, au poste d'administrateur de la société avec effet immédiat pour une période venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle devant se tenir en 2011,

- KPMG Audit S.à r.l., ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (RCS Luxembourg B103.590) au poste de commissaire aux comptes de la société, avec effet immédiat jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des associés devant se tenir en 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011080962/22.

(110090412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

SistemApsys S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 10.018.400,00.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 135.488.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions des associés prises en date du 11 mai 2011:

1. que le mandat de gérant A de M. Olivier Gérard-Coester est renouvelé avec effet au 5 février 2010 pour une période de deux ans, soit jusqu'au 5 février 2012;

2. que le mandat de gérant A de M. Fabrice Bansay est renouvelé avec effet au 24 avril 2010 pour une période de 2 ans, soit jusqu'au 24 avril 2012;

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 10 juin 2011.

Référence de publication: 2011080965/16.

(110090320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Slate Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 142.390.

Extrait des résolutions du conseil de gérance de la Société prises le 07 juin 2011

Le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société du 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg au 26A, boulevard Royal L-2449 Luxembourg avec effet au 1^{er} juin 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Slate Investments Sàrl
Szymon DEC
Manager

Référence de publication: 2011080966/14.

(110090439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Gems Progressive Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 109.162.

In the year two thousand and eleven, on the sixth day of July.

Before us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of GEMS PROGRESSIVE FUND, a société d'investissement à capital variable, with its registered office in L-2346 Luxembourg, Carré Bonn, 20, rue de la Poste, (the "Corporation") incorporated on 8th November 1989 under the name of GEMS PROGRESSIVE FUND, Ltd under the laws of the British Virgin Islands and continued to the Commonwealth of the Bahamas on 18 January 2000. The Corporation was further continued to the Grand Duchy of Luxembourg with effect from 30 June 2005. The continuation of the Corporation to the Grand Duchy of Luxembourg and the corresponding amendments to the articles of incorporation of the Corporation (the "Articles") were recorded by a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, on 30 June 2005, which was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 710 of 19 July 2005.

The meeting is opened under the chairmanship of Mr Jean-Pierre Mernier, licencié en droit, residing professionally in Luxembourg,

who appointed as secretary Mrs Gemma Essex, employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Antonio Mercado, employee, residing professionally in Luxembourg.

After the constitution of the bureau of the Meeting, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The Extraordinary General Meeting convened on 30 May 2011 could not validly deliberate due to a lack of quorum and that the Meeting was convened by notices containing the agenda sent by mail to the registered shareholders on 20 June 2011 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1199 on 4 June 2011 and number 1331 on 20 June 2011 and in the Luxemburger Wort and the Tageblatt on 3 and 20 June 2011.

II. The names of the shareholders present at the Meeting or duly represented by proxy, the proxies of the shareholders represented, as well as the number of shares held by each shareholder, are set forth on the attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented, the members of the bureau of the Meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialled "ne varietur" by the members of the bureau of the Meeting and by the notary and shall be attached in the same way to this document.

III. No quorum is required in order to hold validly the Meeting and that the resolutions on the agenda may be validly taken if approved by at least two thirds of the votes cast.

IV. As appears from the attendance list, 292,299.5821 shares are represented at the Meeting.

V. As a result of the foregoing, the Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Change of the corporate object of the Corporation to reflect its submission to the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law") and corresponding amendment of article 3 of the Articles which shall read as follows:

"The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets, including units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by part II of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law")."

2. Update of the Articles for the purpose of reflecting appropriate legal references to the 2010 Law and corresponding amendment of articles 5, 8, 12, 20, 27 and 30.

3. Update of the Articles for the purpose of reflecting the latest amendments to the law of 10 August 1915 on commercial companies and corresponding amendment of articles 4, 10, 11, 12 and 14.

4. Introduction of the possibility for a class of shares of the Corporation to invest its assets in the shares issued by another class of the Corporation ("cross sub-funds investment") and corresponding amendment of articles 16 and 23 of the Articles.

5. Amendment of the provisions applicable to the redemption gate and corresponding amendment of article 21 of the Articles.

6. Introduction in the Articles of provisions relating to “swing pricing” and corresponding amendment of article 23 of the Articles.

7. General update of the Articles for the purpose of reflecting recent legal and regulatory changes and amendment inter alia of articles 4, 5, 6, 8, 13, 17, 20, 21, 22, 24 and 28.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same took the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolved with 242,390 votes in favour and 15 votes against to change the corporate object of the Corporation in order to reflect its submission to the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the “2010 Law”) and to amend article 3 of the Articles so as to read as follows:

“The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets, including units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by part II of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the “2010 Law”).”

Second resolution

The Meeting resolved with 242,302 votes in favour and 15 votes against:

- to amend the second paragraph of article 5 of the Articles so to read as follows:

“The minimum capital of the Corporation shall be the equivalent in USD of the minimum prescribed by the 2010 Law.

- to amend the fifth paragraph of article 5 of the Articles so as to read as follows:

“Such shares may, as the board of directors shall determine, be of different classes in the meaning of article 181 of the 2010 Law and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to article three hereof in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the board of directors shall from time to time determine in respect of each class of shares.”

- to amend the last paragraph of article 5 of the Articles so as to read as follows:

“The Corporation constitutes a single legal entity, but the assets of each class shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding class and the assets of a specific class are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that class, in accordance with article 181 of the 2010 Law.”

- to amend article 8 of the Articles by inserting a new paragraph at the end of this article reading as follows:

“In addition to the foregoing, the board of directors may restrict the issue and transfer of shares of a class or a sub-class to the institutional investors within the meaning of Article 174 (2) of the 2010 Law (“Institutional Investor(s)"). The board of directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a class or sub-class reserved for Institutional Investors until such time as the Corporation has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a shareholder of a class or a sub-class reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the board of directors will convert the relevant shares into shares of a class or sub-class which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a class or a sub-class with similar characteristics) or compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above. The board of directors will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse for any transfer of shares to be entered into the register of shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares of a class or a sub-class restricted to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor. In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Institutional Investor, and who holds shares in a class or sub-class restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Corporation, the board of directors, the other shareholders of the relevant class or sub-class and the Corporation’s agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Corporation of its loss of such status.”

- to amend article 12 of the Articles by inserting a new paragraph at the end of this article reading as follows:

“Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at this general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the “Record Date”), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his/its/her shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.”

- to amend articles 20 and 30 of the Articles by replacing the reference to the “2002 Law” by a reference to the “2010 Law”:

- to amend article 27 of the Articles so as to read as follows:

“The Corporation shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the 2010 Law (the "Custodian"). All securities, cash and other assets of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire, the board of directors shall use their best endeavours to find within two months a corporation to act as custodian and upon doing so the directors shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The board of directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

All opening of accounts in the name of the Corporation, as well as power of attorney on such accounts, must be subject to the prior approval and ratification of the board of directors.”

Third resolution

The Meeting resolved with 242,390 votes in favour and 15 votes against:

- to amend article 4 of the Articles by inserting a new sentence at the end of the first paragraph reading as follows:

“If and to the extent permitted by law, the registered office of the Corporation may be transferred to any other municipality in the Grand-Duchy of Luxembourg by resolution of the board of directors of the Corporation.”

- to amend the first two paragraphs of article 10 of the Articles so as to read as follows:

“The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the twentieth day of the month of April at 2.00 p.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the board of directors.”

- to amend article 11 of the Articles so as to read as follows:

“The quorum required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within its class, is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing such proxy.

Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders’ meeting. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attached to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

To the extent specifically authorised by the board of directors for a general meeting, each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Corporation’s registered office or to the address specified in the convening notice.

The shareholders may only use voting forms provided by the Corporation and which contain at least

- the name, address or registered office of the relevant shareholder
- the total number of shares held by the relevant shareholder and, if applicable, the number of shares of each class or sub-class held by the relevant shareholder
- the place, date and time of the general meeting,
- the agenda of the general meeting,
- the proposal submitted for decision of the general meeting, as well as
- for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour, against or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms, which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention shall be void. The Corporation will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders to which they relate.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.”

- to amend the first paragraph of article 12 of the Articles so as to read as follows:

“Shareholders will meet upon call by the board of directors or upon request of shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Corporation, pursuant to notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder’s address in the Register of Shareholders.”

- to amend the first sentence of article 14 of the Articles by replacing the term “may” by “shall”:

“The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.”

- to amend the sixth paragraph of Article 14 of the Articles so as to read as follows:

“Any director may attend a meeting of the board of directors using teleconference or electronic means, provided that (i) his vote is confirmed in writing, (ii) the director attending the meeting can be identified, (iii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iv) the transmission is performed on an on-going basis and (v) the directors can properly deliberate. The participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at the meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Corporation. The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. Directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.”

Fourth resolution

The Meeting resolved with 241,658 votes in favour and 747 votes against to:

- amend article 16 of the Articles by inserting a new paragraph at the end of this article reading as follows:

“Any class may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Corporation, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more classes of the Corporation. In this case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the class concerned. In addition and for as long as these shares are held by a class, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Corporation for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law.”

- to amend item 5) of article 23 of the Articles to read as follows:

“5) Each share or unit in an open ended undertaking for collective investment (including the shares held by a class of the Corporation in another class of the Corporation) will be valued at the last available net asset value whether estimated or final, which is computed for such unit or shares on the same Valuation Day, failing which, it shall be the last net asset value computed prior to the Valuation Day on which the Net Asset Value of the shares in the Corporation is determined.”

Fifth resolution

The Meeting resolved with 242,070 votes in favour and 247 votes against to amend the fourth paragraph of article 21 of the Articles so as to read as follows:

“If redemption requests for more than a certain percentage of the Net Asset Value of a class, as determined by the board of directors and disclosed in the sales documents of the Corporation (the "Threshold"), are received, then the Corporation may limit redemptions so they do not exceed this Threshold. In such event, redemptions shall be limited with respect to all shareholders seeking to redeem shares as of a same day so that each such shareholder shall have the same percentage of its redemption request honoured; the balance of such redemption requests shall be processed by the Corporation on the next day on which redemption requests are accepted, subject to the same limitation. On such day, such requests for redemption will be complied with in priority to subsequent requests. Notwithstanding the above and to the extent disclosed in the sales documents of the Corporation, the board of directors may decide, in relation to a specific class and for a day on which redemptions and conversions are accepted, that applications for redemption or conversion which had been postponed (and not withdrawn) shall not be given priority over applications for redemption or conversion received in relation to that day and will be dealt with together with these applications, subject to the application of the Threshold referred to above.”

Sixth resolution

The Meeting resolved with 242,070 votes in favour and 247 votes against to amend article 23 of the Articles by inserting a new item 10) reading as follows:

“ **10.** The Net Asset Value per share may be adjusted as the board of directors may deem appropriate to reflect, among other considerations, any dealing changes including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholders’ transactions.”

Seventh resolution

The Meeting resolved with 242,158 votes in favour and 247 votes against to:

- amend article 2 of the articles so as to read as follows:

“The Corporation is established for an unlimited period. The Corporation may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").”

- to amend the fourth paragraph of article 5 of the Articles by replacing the reference to “Director” by a reference to “director”.

- to amend the seventh, eighth, ninth and tenth paragraphs of article 5 of the Articles so as to read as follows:

“The Corporation may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets which could be acquired by the relevant class pursuant to its investment policy and restrictions, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law. Shares will only be issued upon receipt of such assets being transferred as payment in kind. Such subscription in kind, if made, will be reviewed and the value of the assets so contributed verified by the auditor of the Corporation to the extent required by Luxembourg laws or by the board of directors. The costs for such subscription in kind, in particular the costs of the special audit report (if required), will be borne by the shareholder requesting the subscription in kind or by a third party, but will not be borne by the Corporation unless the board of directors considers that the subscription in kind is in the interest of the Corporation or made to protect the interests of the Corporation.

For the purpose of determining the capital of the Corporation, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in the reference currency of the relevant Class be translated into the reference currency of the relevant class and the capital of the Corporation, being the total net assets of all the classes, shall be expressed in USD.

Without prejudice to the right of the board of directors to proceed to compulsory redemptions pursuant to article twenty-eight below, the general meeting of holders of shares of a class may decide to liquidate the relevant class. At such class meeting, no quorum shall be required and the decision to liquidate must be approved by shareholders with a simple majority of the votes cast.

The decision of the meeting will be notified and/or published by the Corporation no later than one month before the effective date of the liquidation of the class of shares in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, before the liquidation of the class of shares becomes effective.”

- to amend the fourth and fifth paragraphs of article 6 of the Articles so as to read as follows:

“Payments of any dividends will be made to shareholders, at their address in the register of shareholders of the Corporation (the "Register of Shareholders") or to designated third parties.

All issued shares of the Corporation shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefore by the Corporation and such Register shall contain the name of each holder of shares, his residence or elected domicile and the number of shares held by him. Every transfer of share shall be entered in the Register of Shareholders.”

- to amend the last paragraph of article 6 of the Articles so as to read as follows:

“Fractions of shares may be issued. The holder of a share fraction shall not be entitled to vote in respect of that share fraction, but shall, to the extent the Corporation shall determine, be entitled to a corresponding fraction of any dividend or other distributions in respect of that share fraction.”

- to restate article 8 of the Articles so as to read as follows:

“The board of directors shall have power to impose or relax such restrictions on any shares (other than any restrictions on transfer of shares, but including the requirement that shares be issued only in registered form) (but not necessarily on all shares within the same class) as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Corporation or no shares of any class or sub-class in the Corporation are acquired or held by or on behalf of any person, firm or corporate body, (i) if the holding of shares by such person, firm or corporate body results in a breach of the law or regulations of Luxembourg or any country or governmental or regulatory authority, or (ii) if such holding may be detrimental to the Corporation or the majority of its shareholders, or (iii) as a result thereof it may have adverse regulatory, tax or fiscal consequences, and in particular if the Corporation may become subject to tax laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg incurred, or (iv) if such person, firm or corporate body would not comply with specific eligibility criteria for a specific class or sub-class as determined by the board of directors and laid down in the sales documents of the Corporation; (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the board of directors being herein referred to as "Prohibited Persons") or might result in beneficial ownership of such shares by any person who is a national of, or who is resident or domiciled in a specific country determined by the board of directors exceeding the maximum percentage fixed by the board of directors of the Corporation's capital which can be held by such persons (the "maximum percentage") or might entail that the number of such persons who are shareholders of the Corporation exceeds a number fixed by the board of directors (the "maximum number").

More specifically, the Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any person, firm or corporate body, and, without limitation, by any "US Person", as defined hereafter. In the context of this Article a "US Person" shall qualify as a "Prohibited Person". For such purpose, the Corporation may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a Prohibited Person.

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary

for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a Prohibited Person;

c) where it appears to the Corporation that (i) any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties as the board of directors may require, or (ii) any person who is a national of, or who is resident or domiciled in any such country determined by the board of directors, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or holds shares in excess of the maximum percentage or would entail that the maximum number or maximum percentage would be exceeded (iii) or has produced forged certificates and guarantees compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Corporation shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Corporation. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver without undue delay to the Corporation the share certificate or certificates representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (hereinafter referred to as "the redemption price") shall be the redemption price defined in article twenty-one hereof;

3) Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the currency in which the Net Asset Value of the shares of the class concerned is determined except in periods of exchange restrictions and the redemption price will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificates, if issued, specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid.

4) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith; and

d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Corporation or any shareholder holding a number of shares exceeding the maximum percentage or maximum number at any meeting of shareholders of the Corporation.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the same meaning as in the sales documents of the Corporation.

In addition to the foregoing, the board of directors may restrict the issue and transfer of shares of a class or a sub-class to the institutional investors within the meaning of Article 174 (2) of the 2010 Law ("Institutional Investor(s)"). The board of directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a class or sub-class reserved for Institutional Investors until such time as the Corporation has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a shareholder of a class or a sub-class reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the board of directors will convert the relevant shares into shares of a class or sub-class which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a class or a sub-class with similar characteristics) or compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above. The board of directors will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse for any transfer of shares to be entered into the register of shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares of a class or a sub-class restricted to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor. In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Institutional Investor, and who holds shares in a class or sub-class restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Corporation, the board of directors, the other shareholders of the relevant class or sub-class and the Corporation's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Corporation of its loss of such status."

- to amend the second paragraph of article 13 of the Articles by replacing the reference to "by the shareholders at their annual general meeting" by a reference to "by the shareholders at a general meeting".

- to restate article 17 of the Articles so as to read as follows:

"No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director,

associate, officer or employee of any such other corporation or firm. Any director or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of his/her/its connection and/or relationship with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the GEMS Group, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors on its discretion, unless such personal interest is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations."

- to amend article 19, 21, 23 and 26 of the Articles by replacing the reference to "Directors" by reference to "directors" and the reference to "Board of Directors" by a reference to the "board of directors".

- to amend article 20 of the Articles so as to read as follows:

"The Corporation shall appoint an approved statutory auditor who shall carry out the duties prescribed by the 2010 Law. The approved statutory auditor shall be elected by the general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected."

- to amend the third paragraph of article 21 of the Articles so as to read as follows:

"The board of directors from time to time may request that a shareholder accepts redemption in kind. To the extent required by Luxembourg law or by the board of directors, the value of the redemption in kind shall be certified by an auditor's certificate drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law. The costs for this redemption in kind, in particular the costs of the special audit report (if required), will be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Corporation unless the board of directors considers that the redemption in kind is in the interest of the Corporation or made to protect the interests of the Corporation."

- to amend item (a) of article 22 of the Articles so as to read as follows:

"(a) any period when any of the principal markets or stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Corporation attributable to such class of shares from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;"

- to amend item (d) of article of article 22 of the Articles so as to read as follows:

"(d) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such class of shares or the current prices or values on any market or stock exchange in respect of the assets attributable to such class of shares;"

- to amend item (e) of article of article 22 of the Articles so as to read as follows:

"(e) any period when the Corporation is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares of such class or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the board of directors of the Corporation be effected at normal rates of exchange."

- to amend the penultimate paragraph of article 22 of the Articles by replacing the reference to "publicized" by a reference to "published"

to amend the first sentence of article 24 of the Articles so as to read as follows:

"Whenever the Corporation shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the Net Asset Value as hereinabove defined for the relevant class of shares plus any charge, including dilution levy, which reverts to the Corporation and such sales charge as the sale documents may provide, provided that the sales charge shall not exceed 5% of the Net Asset Value of the shares subscribed for and allotted."

- to amend the first paragraph of article 25 of the Articles so as to read as follows:

"The accounting year of the Corporation shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year."

- to amend article 26 of the Articles by replacing the reference to "Article five" by a reference to "article five".

- to amend article 28 of the Articles so as to read as follows:

"In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

A class or sub-class may be (i) dissolved by compulsory redemption of shares of the class or sub-class concerned, or (ii) merged into another class or sub-class of the Corporation or of another undertaking for collective investment upon a decision of the board of directors of the Corporation if the net assets of the class or sub-class concerned have decreased below a certain amount determined by the board of Directors and disclosed in the sales documents of the Corporation, or if a change of the economical or political situation relating to the class or subclass concerned would have material

adverse consequences on the relevant investments or in order to proceed to an economic rationalisation or if the interests of the shareholders would justify it.

In such event the shareholders concerned will be advised and the Net Asset Value of the shares of the relevant class or sub-class shall be paid on the date of the compulsory redemption. A class or sub-class meeting may also decide that the assets attributable to the class or sub-class concerned will be distributed on a prorata basis to the holders of shares of the relevant class(es) or sub-class(es) which have expressed the wish to receive such assets in kind.

A meeting of holders of shares of a class or sub-class may decide to amalgamate such class or sub-class with another existing class or sub-class or to contribute the assets (and liabilities) of the class or sub-class to another undertaking for collective investment against issue of shares of such undertaking for collective investments to be distributed to the holders of shares of such class or sub-class. The decision shall be published upon the initiative of the Corporation. The publication shall contain information about the new class or sub-class or the relevant undertaking for collective investments and shall be made a month prior to the amalgamation in order to provide a possibility for the holders of such shares to require redemption, without payment of any redemption fee, prior to the implementation of the transaction. For meetings which decide on the amalgamation of different classes or sub-classes within the Corporation, or the contribution of assets and liabilities of a class or sub-class to another undertaking for collective investment, there shall be no quorum requirement and decisions may be taken by a simple majority of the votes cast. In case of an amalgamation with an unincorporated mutual fund (fonds commun de placement) or a foreign collective investment undertaking, decisions of the meeting of the classes or sub-classes concerned shall be binding only for holders of shares that have voted in favour of such amalgamation.

If following a compulsory redemption of all shares of one or more classes payment of the redemption proceeds cannot be made to a former shareholder, then the amount in question shall be deposited with the Caisse de Consignation for the benefit of the person(s) entitled thereto until the expiry of the period of limitation.”

The Meeting noted that the French translation of the Articles is not required anymore in accordance with Articles 95 (1) and 26(2) of the 2010 Law and that therefore no French translation of the Articles will follow the English version.

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed at 3 p.m.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Articles 95 (1) and 26(2) of the 2010 Law.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the bureau of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: J.-P. MERNIER, G. ESSEX, A. MERCADO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 juillet 2011. Relation: LAC/2011/32272. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR) .

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 juillet 2011.

Référence de publication: 2011104220/436.

(110119062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2011.

Snoddons Luxembourg S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 121.386.

Suite au décès de Monsieur Myrvan SNODDON en date du 13 février 2009, Madame Irene SNODDON, son épouse, née le 20 septembre 1943 à Antrim (GB), demeurant au 43A Carnreagh Road, GB-BT26 6LJ Hillsborough a hérité des 50 parts sociales détenues par Monsieur Myrvan SNODDON.

Cette cession de parts a été notifiée et acceptée par la société SNODDON LUXEMBOURG S. à r.l. en date du 16 mai 2011 conformément à l'article 1690 du Code Civil et à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2011.

Référence de publication: 2011080967/14.

(110089948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Soil-Concept S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9378 Diekirch, Friidhaff.

R.C.S. Luxembourg B 98.398.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011080968/10.

(110089808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Soil-Concept S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9378 Diekirch, Friidhaff.

R.C.S. Luxembourg B 98.398.

Extrait de la résolution de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 29 avril 2010 au siège social de la société.

1. L'assemblée décide à l'unanimité de reconduire le mandat de l'administrateur-délégué pour un nouveau mandat de 6 ans et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire en 2016.

2. Le Conseil d'administration se compose comme suit:

M. Fernand SASSEL, expert-comptable, demeurant à L-5366 Münsbach, 222, rue Principale.

M. Marc DEMOULLING, Ingénieur biologiste, demeurant à L-8363 GREISCH, 2, an der aaler Keier.

M. Jean-Georges BERGER, Administrateur, demeurant à B-4053 CHAUDFONTAINE, 16, avenue du Centenaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 juin 2010.

SOIL-CONCEPT S.A.

Fernand SASSEL

Administrateur

Référence de publication: 2011080969/19.

(110089809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Sol Melia Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1499 Luxembourg, 1, Park Dräi Eechelen.

R.C.S. Luxembourg B 144.450.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011080970/10.

(110090377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Salon Bianchini S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 65-67, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 25.596.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Fiduciaire VVBM

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2011080971/13.

(110090363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Paunsdorf Centre Luxco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 157.310.

—
EXTRAIT

Il en résulte d'une décision du Conseil de Gérance en date du 9 juin 2011 que le siège social de la société a été transféré avec effet au 1^{er} janvier 2011 de

208, Val des Bons Malades, L - 2121 LUXEMBOURG

à

25A, Boulevard Royal, L - 2449 LUXEMBOURG

Luxembourg, le 9 juin 2011.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011080927/17.

(110089818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Pfizer Atlantic Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 156.586.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une décision du conseil de gérance de la Société en date du 31 mai 2011: que;

- Monsieur Christophe Plantegenet, résidant au 51, avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, est nommé en tant que directeur chargé de la gestion journalière de la Société. Il pourra valider par sa seule signature et sans aucune limitation tout sujet concernant les ressources humaines et il pourra individuellement encourir des dépenses ou des emprunts jusqu'à un montant maximum de 10,000 USD en ce qui concerne tout autre sujet.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 juin 2011.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011080928/17.

(110090335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Barry-Wehmiller Euro Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.907.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 129.881.

—
In the year two thousand and eleven, the tenth day of May, before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Barry-Wehmiller Euro Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 129.881 (the Company). The Company was incorporated on 16 July 2007 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C – N° 1837 of 30 August 2007. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended most recently on 4th May 2010, pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, prenamed, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C – N° 1200 of 9 June 2010.

There appeared:

Barry-Wehmiller International Holdings, Inc., a company incorporated under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at 1200 Orange Street, Wilmington Delaware 19801, United States of America, registered with the Secretary of State of the State of Delaware under the number 2901924 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Charles Baudouin, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal given on 9 May 2011.

The proxy after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. that the 3,136 (three thousand one hundred thirty-six) shares having a nominal value of EUR 500 (five hundred Euro) each, representing the entirety of the share capital of the Company are duly represented at the Meeting;

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

(i) waiver of the convening notices;

(ii) increase of the share capital of the Company by a nominal amount of EUR 339,500 (three hundred thirty-nine thousand and five hundred Euro) so as to increase the share capital of the Company from its current amount of EUR 1,568,000 (one million five hundred sixty-eight thousand Euro) to EUR 1,907,500 (one million nine hundred seven thousand and five hundred Euro) by way of creation and issuance of 679 (six hundred seventy-nine) new shares having a nominal value of EUR 500 (five hundred Euro) each and an equal subscription price per share;

(iii) subscription and payment of the share capital increase specified under item (ii) above by the Sole Shareholder by way of the contribution in kind in the form of a receivable held by Barry-Wehmiller International Holdings, Inc. against the Company;

(iv) subsequent amendment of article 4 of the articles of association of the Company in order to reflect the share capital increase specified under items (ii) and (iii) above;

(v) amendment of the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company and any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company to the register the newly issued shares in the share register of the Company; and

(vi) miscellaneous.

III. that the Meeting has taken the following resolutions unanimously:

First resolution

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Sole Shareholder represented considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 339,500 (three hundred thirty-nine thousand and five hundred Euro), in order to bring the Company's share capital from its current amount of EUR 1,568,000 (one million five hundred sixty-eight thousand Euro) represented by 3,136 (three thousand one hundred and thirty-six) shares having a nominal value of EUR 500 (five hundred Euro) each, to an amount of EUR 1,907,500 (one million nine hundred seven thousand and five hundred Euro) by the creation and issuance of 679 (six hundred seventy-nine) new shares of the Company, having a nominal value of EUR 500 (five hundred Euro) each and an equal subscription price per share (the Newly Issued Shares).

Third resolution

The Meeting accepts the subscription to the increase of the share capital and its full payment as follows:

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, declares to:

(vii) subscribe to all the Newly Issued Shares of the Company having an aggregate subscription value of EUR 339,500 (three hundred thirty-nine thousand and five hundred Euro); and

(viii) fully pay up the Newly Issued Shares by way of a contribution in kind (the Contribution) in the form of a receivable owned by the Sole Shareholder against the Company in an aggregate amount of EUR 339,500 (three hundred thirty-nine thousand and five hundred Euro) (the Receivable).

The valuation of the Receivable contributed to the Company is supported by (i) a certificate issued on 10 May 2011 on behalf of the board of managers of the Company (the Certificate 1) as well as (ii) a certificate issued on 9 May 2011 by an authorized signatory of the Sole Shareholder (the Certificate 2, and together with the Certificate 1, the Certificates) from which it results that, *inter alia*, (a) the Receivable is certain and liquid, (b) that the Receivable is worth at least EUR 339,500 (three hundred thirty-nine thousand and five hundred Euro), and (c) the entire value of the Receivable shall be allocated to the subscription and payment of the Newly Issued Shares.

The said Certificates, after having been signed *ne variatur* by the proxyholder of the Sole Shareholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

The Contribution is to be fully allocated to the nominal share capital account of the Company.

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend article 4 of the Articles in order to reflect the above resolutions, so that it reads henceforth as follows:

" **Art. 4. Shares.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 1,907,500 (one million nine hundred seven thousand and five hundred Euro), represented by 3,815 (three thousand eight hundred and fifteen) shares having a nominal value of EUR 500 (five hundred Euro) each."

Fifth resolution

The Meeting resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowers and authorizes any manager of the Company and any employee of Allen & Overy Luxembourg to proceed on behalf of the Company to the registration of the Newly Issued Shares in the share register of the Company and to see to any formalities in connection therewith.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 2,500.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dixième jour du mois de mai, par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg),

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Barry-Wehmiller Euro Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129.881 (la Société). La Société a été constituée le 16 juillet 2007 en vertu d'un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg) publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations – N ° 1837 du 30 août 2007. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte de Maître Henri Hellinckx, daté du 4 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°1200 du 9 juin 2010.

A comparu:

Barry-Wehmiller International Holdings, Inc., une société constituée sous le droit de l'Etat du Delaware, aux Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 1200 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, aux Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 2901924 (BWIH),

ci-après représentée par Charles Baudouin, juriste, résidant professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration accordée sous seing privé le 9 mai 2011;

La procuration de la partie comparante, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de cette dernière et par le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter de ce qui suit:

I. Que les 3.136 (trois mille cent trente-six) parts sociales, d'une valeur nominale de EUR 500 (cinq cent Euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à la présente Assemblée;

II. Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est libellé comme suit:

(i) Renonciation aux formalités de convocation.

(ii) Augmentation du capital social de la Société d'un montant de EUR 339.500 (trois cent trente-neuf mille cinq cents Euros) afin de le faire passer de son montant actuel de EUR 1.568.000 (un million cinq cent soixante-huit mille Euros) au montant de EUR 1.907.500 (un million neuf cent sept mille cinq cents Euros) au moyen de la création et de l'émission de 679 (six cent soixante-dix-neuf) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 500 (cinq cents Euros) chacune, et d'un prix de souscription identique pour chaque part sociale.

(iii) Souscription et paiement de l'augmentation de capital social mentionnée au point (ii) ci-dessus par l'Associé Unique au moyen d'un apport en nature représenté par une créance détenue par Barry-Wehmiller International Holdings, Inc. envers la Société.

(iv) Modification consécutive de l'article 4 des statuts de la Société afin d'y refléter l'augmentation de capital social mentionnée aux points (ii) et (iii) ci-dessus.

(v) Modification du registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter les modifications qui précèdent, avec pouvoir et autorité accordés à tout gérant de la Société et à tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg afin de procéder sous leur seule signature et pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des parts sociales de la Société; et

(vi) Divers.

III. qu'après délibération, l'Assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de EUR 339.500 (trois cent trente-neuf mille cinq cents Euros) afin de le faire passer de son montant actuel de EUR 1.568.000 (un million cinq cent soixante-huit mille Euros), représenté par 3.136 (trois mille cent trente-six) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 500 (cinq cents Euros) chacune, à un montant de EUR 1.907.500 (un million neuf cent sept mille cinq cents Euros) au moyen de la création et de l'émission de 679 (six cent soixante-dix-neuf) nouvelles parts sociales de la Société d'une valeur nominale de EUR 500 (cinq cents Euros) chacune, et d'un prix de souscription identique pour chaque part sociale (les Nouvelles Parts Sociales).

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante et la libération intégrale de l'augmentation de capital mentionnée dans la deuxième résolution ci-dessus comme suit:

Souscription - Paiement

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare:

I. souscrire à l'intégralité des Nouvelles Parts Sociales de la Société pour un prix de souscription total de EUR 339.500 (trois cent trente-neuf mille cinq cents Euros); et

II. libérer entièrement les Nouvelles Parts Sociales au moyen d'un apport en nature (l'Apport) sous la forme d'une créance de l'Associé Unique sur la Société, d'une valeur totale de EUR 339.500 (trois cent trente-neuf mille cinq cents Euros) (la Créance).

L'évaluation de la Créance apportée à la Société repose sur (i) un certificat émis le 10 mai 2011 pour le compte du conseil de gérance de la Société (le Certificat 1) ainsi que sur (ii) un certificat émis le 9 mai 2011 par un signataire autorisé de l'Associé Unique (le Certificat 2, et avec le Certificat 1, les Certificats) desquels il résulte entre autres que, (a) la Créance est certaine, liquide et payable immédiatement, (b) la Créance est évaluée à un montant d'au moins EUR 339.500 (trois cent trente-neuf mille cinq cents Euros), et que (c) toute la valeur de la Créance sera affectée à la souscription et au paiement des Nouvelles Parts Sociales.

Lesdits Certificats, après avoir été signés ne varient par le mandataire de l'Associé Unique et par le notaire instrumentaire, resteront annexés aux présentes pour être enregistrés ensemble.

L'Apport sera intégralement affecté au compte de capital social nominal de la Société.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 4 des Statuts afin d'y refléter les résolutions ci-dessus, de sorte qu'il aura dès lors la teneur suivante:

" **Art. 4. Capital Social.** Le capital social souscrit de la Société est établi au montant de EUR 1.907.500 (un million neuf cent sept mille cinq cents Euros), représenté par 3.815 (trois mille huit cent quinze) parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 500 (cinq cents Euros) chacune."

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter les modifications qui précèdent, et accorde pouvoir et autorisation à tout gérant de la Société et à tout employé de Allen & Overy Luxembourg afin de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des Nouvelles Parts Sociales dans le registre des parts sociales de la Société, et d'accomplir toutes les formalités y relatives.

Estimation des frais

Le montant total des dépenses, frais, rémunérations et charges, de toute forme, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte est estimé à environ EUR 2.500.-.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé le présent acte original avec nous, le notaire.

Signé: C. BAUDOUIN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 mai 2011. Relation: LAC/2011/21959. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur ff. (signé): T. BENNING.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 mai 2011.

Référence de publication: 2011069610/195.

(110077635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2011.

Agence de l'Energie, Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 28, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 37.462.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGENCE DE L'ENERGIE

Société anonyme

Référence de publication: 2011080674/11.

(110090428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Aire Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 87.944.

Par résolutions signées en date du 3 juin 2011, l'associé unique a nommé Monsieur Jan Dijkstra, avec adresse au 42, Winchendon Road, SW6 5DR Londres, Royaume-Uni, en tant que gérant de classe A avec effet immédiat et pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2011.

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliataire

Référence de publication: 2011080675/15.

(110090001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Albion Capital Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 51.791.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011080676/10.

(110090225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Alpha Trade Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2423 Luxembourg, 21, rue de Pont Rémy.

R.C.S. Luxembourg B 116.489.

Extrait de la décision du gérant en date du 3 janvier 2011

En conformité avec l'article des statuts, le Gérant décide de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle: 13 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg à sa nouvelle adresse: 21 rue de Pont Rémy, L-2423 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2011080677/13.

(110090447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

ACSONE SA, succursale de Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-8308 Capellen, 89D, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 160.400.

Extrait des décisions du conseil d'administration tenu au siège social en date du 16 mai 2011

Décisions:

- ACSONE SA, succursale de Luxembourg est engagée par la signature individuelle de chacun de ses représentants permanents en charge de la gestion journalière des affaires,

- Les signatures individuelles de Messieurs Philippe FONTAINE et Philip DE RIDDER, représentants permanents en charge de la gestion journalière des affaires engageront donc valablement ACSONE SA, succursale de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Les mandataires

Philippe Fontaine / Philip De Ridder

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011080672/17.

(110090365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Aran Hotels S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 47.516.

Dépôt rectificatif Concernant le bilan 2008 déposé le 2 mai 2011 Sous la référence L110066778

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2011.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011080682/13.

(110090293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.

Alvorada Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2173 Luxembourg, 10, rue Munchen-Tesch.

R.C.S. Luxembourg B 113.648.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011080680/10.

(110089885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2011.
